

L'appel de Giscard et Schmidt

Europe.

Pour *Le Point* et *Die Zeit*, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing et l'ex-chancelier Helmut Schmidt livrent leur analyse de la crise.

L'Europe est en crise, chacun le sait, mais il se peut même qu'elle soit en danger ! La presse internationale, surtout anglosaxonne, publie quotidiennement des articles harcelant l'euro. Le grand expert américain Paul Volcker a inopportunistement ajouté sa voix au concert en envisageant « *la dislocation possible de la zone euro* ». Enfin, la spéculation, qui n'a nullement été matée par l'inaction complaisante des derniers mois, a choisi comme champ de prédilection de jouer à la baisse sur les titres des fonds souverains européens.

Tout cela est exact, mais il existe heureusement une hypothèse de sens inverse : cette crise va donner aux dirigeants de la zone euro l'occasion inespérée de mettre en place la politique économique indispensable à la réussite durable de la monnaie européenne.

Soulignons quelques données :

1. La crise actuelle ne peut aucunement être imputée à l'excès de l'intégration européenne, mais à son insuffisance.

2. Les promoteurs de l'euro – dont nous sommes – ont répété depuis l'origine que le succès de l'euro imposait que sa création soit accompagnée d'une avancée de



« Nous le répétons avec force : les dirigeants allemands et français ont un devoir d'intimité entre eux. »

politique économique, symétrique de la politique monétaire.

3. La seule avancée politique, au demeurant modeste, a été l'adoption du pacte de stabilité, limitant à 3 % du PIB, sous peine de pénalités, le montant des déficits publics. Or ce pacte n'a été ni surveillé ni respecté. Certains des dirigeants européens, dont les responsables français des années 2000, l'ont constamment dénigré et la Commission européenne ne semble pas avoir été capable de veiller à son application. Elle n'a pas détecté l'inexactitude des chiffres qui lui étaient communiqués par la Grèce, et son manque de courage l'a empêchée d'appliquer les sanctions aux Etats défaillants, qui

Amis de quarante ans.

Entre 1974 et 1981, le « couple franco-allemand » Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing (ici en 2006) fut le principal moteur de la construction de l'Union européenne.

venaient faire pression sur elle.

C'est à partir de ces observations que le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro a pris un ensemble de décisions décrit dans l'excellent communiqué publié le 7 mai, décisions que l'on doit approuver, quelle que soit son appartenance politique. Les marchés financiers globalisés ont réagi positivement à cette annonce, puis ils ont été repris par le doute, qui résulte d'un mélange de scepticisme sur la mise en œuvre des mesures et de préférence des marchés pour la spéculation à la baisse sur les fonds souverains.

Le problème est désormais d'appliquer calmement mais avec une détermination inébranlable

pour sauver l'euro

ces décisions, et la confiance renaîtra.

A cet égard, les pays européens sont actuellement répartis en trois groupes :

– la Grande-Bretagne, qui s'est tenue à l'écart du soutien à la Grèce, et qui a fait connaître, à la suite de ses élections, qu'elle ne serait pas disponible pour un progrès de l'intégration européenne dans les cinq années à venir. Son pacte gouvernemental exclut l'adoption de l'euro durant la législature et le portefeuille des Affaires étrangères a été confié à un antieuropéen militant. Ce qu'on peut lui demander, c'est de ne pas compliquer les efforts d'intégration économique de ses partenaires ;

– la plupart des nouveaux membres de l'Union européenne, qui préfèrent s'en tenir à la culture de l'ancien Marché commun, et qui n'ont pas manifesté leur intention de participer à la défense de l'euro. Il faut qu'ils sachent néanmoins que la « dislocation » de la zone euro aurait des conséquences très négatives pour eux : elle discréditerait les institutions européennes et serait suivie immédiatement par des dévaluations compétitives des monnaies nationales, et assècherait les ressources des Fonds d'aide européens ;

– le troisième groupe est celui des Etats de la zone euro, de « l'Euro-Europe ». C'est à eux qu'il revient de mettre en œuvre désormais les mesures convenues le 7 mai. L'essentiel consiste en un renforcement du pacte de stabilité assorti de sanctions précises portant sur le versement de fonds européens ; une concertation des politiques budgétaires, passant par une présentation du projet de budget au Conseil de la zone euro, avant sa discussion parlementaire ; et un calendrier réaliste de réduction des

déficits, prenant en compte les rentrées fiscales provenant éventuellement de la reprise de l'activité économique. S'y ajoutent les mesures concernant la régulation des marchés financiers et la lutte contre la spéculation. Cet ensemble sera complété par la mise en place d'un « mécanisme de stabilisation visant à préserver la stabilité financière de la zone euro ». Ce fonds d'urgence constituera, en fait, l'amorce d'une Agence européenne de la dette.

Un rendez-vous devrait être

raître des différences d'appréciation entre les deux plus grands pays de la zone euro alors que leur efficacité aurait été plus grande si elles avaient pu être adoptées en commun.

Nous le répétons avec force : les dirigeants allemands et français ont un devoir d'intimité entre eux. Chacun peut admettre des différences de tempérament et de modes de raisonnement entre un chancelier allemand et un président français. Elles existaient,

« La chancelière Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy doivent assurer ensemble la sécurité de l'euro. »

pris : celui de la réunion du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro avant la fin du mois de juin. Ce Conseil devra évidemment rester distinct du Conseil de la grande Europe à 27, pour éviter les manœuvres dilatoires et la confusion des genres.

C'est alors qu'une nouvelle chance de solidité et de stabilité sera donnée à la monnaie européenne, deuxième monnaie du monde.

La réussite de cette opération repose fondamentalement – mais pas exclusivement – sur l'intimité franco-allemande. On relève à cet égard des signes inquiétants : les déclarations malvenues selon lesquelles l'existence des surplus de l'Allemagne à l'exportation causerait du tort à ses partenaires, alors qu'ils partagent la même monnaie ; et la mise en œuvre par l'Allemagne le 19 mai de mesures de lutte contre la spéculation sur les marchés, que nous approuvons mais qui font malheureusement appa-

d'ailleurs, déjà entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, comme entre le chancelier Kohl et le président Mitterrand. Ces différences ne les ont pas empêchés d'accomplir et de poursuivre l'œuvre historique de la réconciliation franco-allemande, et de la construction commune de l'Union européenne.

Pour faire apparaître, dans le monde globalisé, l'Europe comme étant une région-zone à monnaie solide et protégée contre les excès de la spéculation, nous lançons un appel à la chancelière Merkel et au président Sarkozy. Qu'ils continuent d'avancer dans la direction ouverte par leurs prédécesseurs et d'assurer ensemble la sécurité de l'euro : en mettant fin aux défaillances des finances publiques par un retour progressif à l'équilibre et en en faisant un espace soustrait à la rapacité des spéculateurs.

Ainsi sera donnée une nouvelle chance à l'Europe! ■

HELMUT SCHMIDT ET VALÉRY GISCARD D'ESTAING